



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Chaumont, le 18 octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12 septembre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ETILAM**

52 avenue du Général Sarrailcs6077152100 ST DIZIER

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 septembre 2022 dans l'établissement ETILAM implanté 52 avenue du Général Sarrail cs60771 52100 ST DIZIER. L'inspection a été annoncée le 02/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETILAM
- 52 avenue du Général Sarrail CS 60771, 52100 ST DIZIER
- Code AIOT : 0005701280
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- ied : Non

La société Etilam, est autorisé, depuis 2005, à exploiter une usine spécialisée dans le travail de feuillards d'acier laminés à froid et revêtus.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Moyens de lutte contre l'incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
11	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 4.2.2	/	Sans objet
2	Inventaires des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.2	/	Sans objet
3	Zonage des dangers	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.2	/	Sans objet
4	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.1	/	Sans objet
5	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.1.1	/	Sans objet
6	Bâtiments et Locaux	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.2	/	Sans objet
7	Bâtiments et Locaux - Chaufferies	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.2	/	Sans objet
8	Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.3	/	Sans objet
9	Zone ATEX	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.4	/	Sans objet
10	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.5	/	Sans objet
12	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.6	/	Sans objet
13	Produits récupérés en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.5.5.3	/	Sans objet
14	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.6.2	/	Sans objet
15	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.6.3	/	Sans objet
16	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.6.4	/	Sans objet
17	Sources scellées	Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 8.1.10	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes. Une prescription de l'arrêté préfectoral d'autorisation, concernant la conformité des installations au risque foudre n'est pas respectée et conduit à une mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan des vannes du réseau gaz, air comprimé, eaux industrielles. L'exploitant dispose d'un second plan du réseau des eaux pluviales et usées. Les 2 plans de réseaux ont été présentés le jour de l'inspection.

### N° 2 : Inventaires des substances dangereuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées et des services de secours.
<b>Constats :</b> L'inventaire des produits dangereux et inflammables est tenu à jour au quotidien informatiquement. Chaque produit est enregistré avec les phrases de risques concernées. Les fiches de données de sécurité sont tenues à jour. Elles sont répertoriées informatiquement. Elles sont affichées sur chaque poste de travail. Un état des stocks est disponible informatiquement en permanence.

### N° 3 : Zonage des dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent
<b>Constats :</b> L'exploitant a établi un plan des zones à risques, transmis aux services de secours locaux. La dernière mise à jour de ce plan a été réalisée en novembre 2021.

#### N° 4 : Accès et circulation dans l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
<b>Constats :</b> Les consignes de circulation sont affichées et visibles dans l'établissement.

#### N° 5 : Contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine.
<b>Constats :</b> Le portail extérieur est fermé entre 21h et 5h. Un service de gardiennage est organisé pour surveiller le site. Un registre visiteurs est renseigné.

#### N° 6 : Bâtiments et Locaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.
<b>Constats :</b> Les allées de circulation sont propres et dégagées de tout encombrement.

#### N° 7 : Bâtiments et Locaux - Chaufferies

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé : - dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances, - à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.
<b>Constats :</b> Les vannes de coupure de gaz sont accessibles à l'extérieur des bâtiments. Elles sont facilement accessibles et clairement identifiées. Elles sont mentionnées sur les plans des réseaux. Chaque chaudière dispose d'un système de coupure rapide (vannes à fermer), clairement identifié et facilement accessible.

## N° 8 : Mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les parties des installations susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations,...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> La vérification électrique annuelle mentionne que tous les équipements sont reliés à la Terre. La dernière vérification a été réalisée le 05/09/2022 (APAVE). Le rapport de vérification a été présenté le jour de l'inspection.

## N° 9 : Zone ATEX

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.
<b>Constats :</b> Un diagnostic ATEX a été réalisé en 2021. Les zones ATEX sont mentionnées sur le rapport d'assistance des zones ATEX (SOCOTEC). Les zones ATEX sont identifiées sur le plan des zones à risques de l'établissement.

## N° 10 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Compte tenu de la nature des installations exploitées, sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, une analyse du risque foudre (ARF) doit être réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2 par un organisme agréé en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008.
<b>Constats :</b> Un étude technique a été réalisée en 2013 (QUALIFOUDRE). Des travaux de mise en conformité doivent être réalisés. L'exploitant a établi des devis de travaux sans pour le moment les avoir réalisés.

## N° 11 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les éléments ainsi installés devront être contrôlés six mois après l'installation puis tous les ans visuellement et tous les deux ans de façon complète. L'exploitant tient en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées l'analyse de risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications prévus à l'arrêté du 15 janvier 2008.
<b>Constats :</b> Les travaux de mise en conformité des installations n'ont pas été réalisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure de mettre en conformité son établissement (mise en place de 4 paratonnerres, comme le recommande l'étude technique foudre de 2013)
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 12 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le désenfumage des locaux de plus de 300 m <sup>2</sup> en rez de chaussée et étage et 100 m <sup>2</sup> en sous-sol et locaux aveugles, doit pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures est au moins égale à 1/100e de la superficie des locaux sans toutefois être inférieure à 1 m <sup>2</sup>
<b>Constats :</b> Les locaux disposent de systèmes de désenfumage automatique ou manuel suivant les bâtiments.

## N° 13 : Produits récupérés en cas d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.5.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, devront être retenues dans l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident, y compris les eaux d'extinction, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions des articles 4.5 du présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.
<b>Constats :</b> Les eaux d'extinction sont dirigées vers des bassins de rétention (caves et fosses) et vers les égouts ; une vanne de sectionnement empêche, en cas de besoin, après chacun des 3 séparateurs d'hydrocarbures (eaux pluviales), le déversement des eaux souillées vers le réseau communal.

## N° 14 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> La vérification des moyens de lutte contre l'incendie a été réalisée en juillet 2022 (SICLI pour RIA et extincteurs et SCHOEBB pour la détection-extinction automatique incendie). Un registre des contrôles est tenu à jour.

## N° 15 : Ressources en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - un accès permettant aux pompiers d'accéder directement à la façade Est du bâtiment principal où est aménagé un point d'aspiration dans l'Ornel, - un accès à deux poteaux d'incendie normalisés implantés à moins de 100 m, par les voies praticables, de la façade Est du bâtiment principal pour le premier hydrant et à moins de 200 m pour le second, - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - des robinets d'incendie armés implantés conformément à la norme NFS 61.201 et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en direction opposée et protégés contre le gel, - d'un système d'extinction automatique d'incendie (cage du laminoir ZR, cave à huile), - d'un système de détection automatique d'incendie (tour de laquage, cave à huile du laminoir ZR), - des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.
<b>Constats :</b> L'établissement dispose, comme réserve d'incendie, d'un château d'eau et d'une réserve de bassin de pompage, équipés pour le branchement « pompiers ». Les 2 poteaux incendie extérieurs sont accessibles et opérationnels. Des bacs à sable sont en place.



## N° 16 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
<b>Constats :</b> Un plan d'urgence interne est mis place, comportant, les consignes de sécurité, les différents scénarii d'incendie possibles (fuite de gaz, accident, radioactivité, pollution), les procédures à mettre en œuvre. Chaque poste dispose des informations, affichages et consignes en cas d'accident-incendie. Des formations extincteurs sont effectuées auprès du personnel.

## N° 17 : Sources scellées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2010, article 8.1.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Dispositions particulières concernant les installations à poste fixe et les lieux de stockage des sources. Une isolation suffisante contre les risques d'incendie d'origine extérieure est exigée. Les installations ne doivent pas être situées à proximité d'un stockage de produit combustibles (bois, papiers, hydrocarbures...). Il est interdit de constituer à l'intérieur de l'atelier un dépôt de matières combustibles. Les portes du local s'ouvriront vers l'extérieur et devront fermer à clef. Une clef sera détenue par toute personne responsable en ayant l'utilité (équipe d'intervention incluse).
<b>Constats :</b> L'exploitant n'utilise plus de sources scellées depuis 2020. L'exploitant doit, par courrier, informer l'inspection de ce changement de process afin mettre à jour les prescriptions correspondantes et son tableau d'activités. Les informations concernant l'élimination desdites sources doivent être jointes à ce courrier. Le local dédié aux sources scellées n'est plus utilisé. Un contrôle par rayons X a remplacé l'utilisation des sources scellées.